



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

sécurité

Question écrite n° 80564

Texte de la question

M. Patrick Balkany appelle l'attention de M. le ministre des affaires étrangères et du développement international sur les moyens financiers dont dispose l'organisation terroriste Daech et sur la lutte entreprise par la coalition internationale pour tarir ces circuits de financement. Qualifié de groupe terroriste « le plus riche du monde », avec une fortune estimée à 2 000 milliards de dollars, Daech tire notamment ses ressources des nombreux puits de pétrole qu'il contrôle. Daech détiendrait environ 60 % de la production pétrolière syrienne et un peu moins de 10 % de la production irakienne. 20 puits de pétrole, 13 en Irak et 7 en Syrie, seraient aujourd'hui aux mains de l'organisation terroriste. Par ailleurs, Daech posséderait 40 % de la production nationale de blé et 53 % de la production d'orge en Irak. Des estimations récentes chiffrent entre 2 millions et 3 millions de dollars l'ensemble des recettes engrangées chaque jour grâce à l'exploitation de ces ressources, ce qui représente 82 % du financement global de cette organisation. Alors que ce groupe terroriste prend de plus en plus d'ampleur, la question de son financement pose question. Le tarissement des circuits de financement de Daech fait partie des axes stratégiques que s'est fixés la coalition. Le bombardement des puits de pétrole et des raffineries artisanales aux mains de l'organisation en a été la première étape. Au-delà de ces frappes aériennes, la mission d'information parlementaire sur le Moyen-Orient a souligné, dans son rapport, la nécessité d'identifier et de sanctionner les intermédiaires qui achètent à Daech les ressources premières, en premier lieu le pétrole, exploitées et exportées par l'organisation terroriste, ainsi que les établissements bancaires impliqués dans ces marchés parallèles. Il lui demande donc de bien vouloir lui indiquer où en est la coalition internationale dans sa stratégie de tarissement des circuits de financement de Daech.

Texte de la réponse

La lutte contre les sources de financement de Daech constitue un pilier du combat contre cette organisation terroriste. Les frappes de la Coalition ont permis de détruire un grand nombre des raffineries contrôlées par Daech, réduisant les revenus tirés de la vente de pétrole. Pour autant, cette action seule ne saurait suffire car les ressources de l'organisation terroriste sont multiples. Elles proviennent aussi de l'extorsion des populations et de la taxation des activités économiques, du produit des autres trafics, notamment d'antiquités et d'œuvres d'art, et des enlèvements auxquels elle se livre, ainsi que des financements extérieurs qu'elle reçoit. Il est donc primordial de mieux comprendre ces modes de financement et d'élaborer une stratégie globale visant à les tarir. C'est l'objet du groupe de travail de la coalition portant sur le financement de Daech, auquel la France participe. Il s'est réuni à deux reprises depuis le début de l'année (à Rome, les 19 et 20 mars, et à Jeddah, le 7 mai dernier). Par ailleurs, au Conseil de sécurité des Nations unies, la France a joué un rôle actif dans l'adoption de la résolution 2199 du 12 février 2015 relative au financement du terrorisme. Celle-ci durcit le régime des sanctions contre Daech et appelle les Etats membres à prendre des mesures supplémentaires pour lutter contre les différents trafics, notamment de pétrole et d'antiquités, et bloquer les financements en provenance de l'étranger. Les résolutions 2170 et 2178 du Conseil de sécurité, adoptées respectivement en août et en septembre dernier, avaient déjà renforcé de façon significative le dispositif international de lutte contre Daech, Jabhat Al-Nosra et les autres groupes affiliés à Al Qaeda, en particulier sur le plan financier. Le GAFI joue

également un rôle de premier plan à travers l'adaptation de ses recommandations en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Les travaux du GAFI visent à approfondir le dialogue entre les cellules de renseignement financier, le secteur privé et les organisations internationales compétentes afin de mieux analyser la façon dont Daech pourrait utiliser les faiblesses des systèmes économiques et financiers internationaux et, partant, d'identifier des actions permettant d'y remédier. Pour sa part, l'Union européenne et ses Etats membres ont adopté, le 16 mars dernier, une stratégie régionale européenne pour l'Irak, la Syrie et la lutte contre Daech. L'UE soutient pleinement, dans le cadre de cette stratégie, la mise en oeuvre effective des sanctions des Nations unies visant à limiter l'approvisionnement de l'organisation en armes et en financements. Au niveau national, le ministère des finances a élaboré un dispositif de vigilance financière à l'encontre de Daech. Publié sur le site internet du ministère des finances, ce dispositif appelle les acteurs économiques et financiers français à adopter des mesures de vigilance à l'égard de certains établissements financiers syriens et irakiens, de certaines transactions (commerce de pétrole, de biens culturels et archéologiques, etc.) et de tout concours financier en direction d'individus susceptibles d'apporter une assistance à Daech.

Données clés

Auteur : [M. Patrick Balkany](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 80564

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Affaires étrangères

Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [2 juin 2015](#), page 4016

Réponse publiée au JO le : [21 juillet 2015](#), page 5578